

### Principaux résultats

Les coefficients de capitalisation moyens des dispositifs à prestations définies variaient considérablement selon les pays à la fin de 2011. Parmi les pays qui communiquent des données à ce sujet à l'OCDE, le niveau de financement s'est amélioré en 2011 par rapport à 2010, à l'exception des Pays-Bas, où il a nettement diminué, en partie à la suite d'une baisse des taux d'intérêt. Les niveaux de financement étant calculés à l'aide de méthodes d'évaluation nationales (réglementaires), il est impossible de faire des comparaisons entre pays.

Dans les pays de l'OCDE, environ 60 % des actifs des fonds de pension sont détenus dans le cadre de régimes à prestations définies ou d'autres dispositifs qui offrent des garanties quant au rendement ou aux prestations. Les niveaux de financement reflètent les situations très différentes de certains pays de l'OCDE à la fin de 2011. Au Portugal, en Allemagne, en Suède et en Norvège, les fonds de pension étaient surcapitalisés en 2011, avec un coefficient de capitalisation moyen de l'ordre de 110 %. En revanche, à la fin de 2011, ils étaient sous-capitalisés aux Pays-Bas, en Autriche et en Islande. Dans ce dernier pays, le très faible coefficient de capitalisation (53 %) correspond aux fonds de pension des salariés du secteur public. Depuis le début de la crise financière mondiale, le gouvernement islandais n'a pas versé de nouvelles cotisations à ces plans, alors que leurs actifs diminuaient considérablement.

Les niveaux de financement sont restés stables entre 2010 et 2011 en Norvège, en Espagne et en Islande. Au Portugal et en Allemagne, ils se sont améliorés, le coefficient moyen de capitalisation augmentant de 5 points de pourcentage au Portugal (passant de 107 % à 112 %) et de 2 points de pourcentage en Allemagne (de 110 % à 112 %). On observe une évolution inverse aux Pays-Bas, où le niveau de financement des fonds de pension s'est détérioré entre 2010 et 2011 de pas moins de 9 points de pourcentage (passant de 107 % à 98 %). Ce recul du coefficient de capitalisation s'explique en grande partie par la baisse des taux d'intérêt.

Les niveaux de financement étant calculés à l'aide de méthodes d'évaluation nationales (réglementaires), il est impossible de faire des comparaisons entre pays.

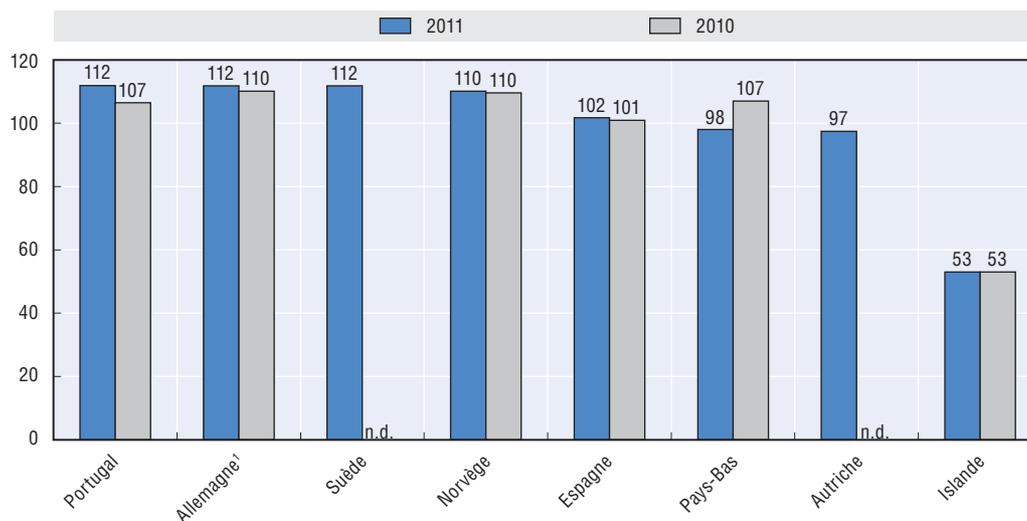
Les différences de méthodologies sont marquées entre les pays, certains comme l'Allemagne et l'Espagne utilisant des taux d'actualisation fixes, tandis que d'autres comme les Pays-Bas et la Suède retenant les taux du marché. Les taux d'actualisation ont des effets majeurs sur les niveaux de financement puisqu'une diminution de 1 % du taux d'actualisation se traduit par une augmentation de l'ordre de 20 % des passifs des fonds de retraite. Les Pays-Bas et la Suède ont annoncé dernièrement une modification de la méthode employée pour fixer le taux d'actualisation. Aux Pays-Bas, les fonds de pension pourront utiliser comme taux d'actualisation des échéances longues un taux à terme ultime (TTU) basé sur des hypothèses de croissance et d'inflation à long terme. En Suède, l'autorité de tutelle a fixé un taux d'actualisation plancher.

### Définition et mesure

Le niveau de financement, c'est-à-dire le ratio actifs/passifs du plan de retraite, est estimé à l'aide de méthodes propres à chaque pays. Les méthodes diffèrent selon les pays en ce qui concerne la formule utilisée, le taux d'actualisation (taux du marché ou taux fixe par exemple), ou la façon dont les salaires futurs sont pris en compte (ainsi, les passifs peuvent être fonction des salaires actuels ou des salaires prévus à la date à laquelle les participants sont censés prendre leur retraite). De plus, certains pays calculent un coefficient de capitalisation pour chaque fonds de pension, et une moyenne (simple ou pondérée) par la suite, tandis que d'autres calculent uniquement un coefficient de capitalisation global pour tout le secteur des fonds de pension.

### 8.13. Coefficients de capitalisation moyens des plans de retraite à prestations définies dans certains pays de l'OCDE en 2010-11

En pourcentage



Note : Les coefficients de capitalisation moyens des dispositifs à prestations définies sont des coefficients officiels fournis directement par les autorités nationales chargées des retraites.

1. Les données portent sur les Pensionskassen et les Pensionsfonds.

Source : Statistiques de pensions de l'OCDE au niveau mondial.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932967492>

## Chapitre 9

# Panorama des pensions 2013 : descriptifs pays

*Cette partie de Panorama des pensions contient des descriptifs des systèmes nationaux de retraite. Chaque descriptif pays offre un synopsis de l'architecture des régimes nationaux et présente les indicateurs essentiels de la démographie, des dépenses publiques au titre des retraites et du salaire moyen. Il décrit ensuite en détail les paramètres et les règles du système de retraite en 2012, explique comment les droits à pension sont calculés et présente les principaux résultats.*

*Les descriptifs sont précédés d'un guide succinct sur leur contenu.*



Extrait de :

## Pensions at a Glance 2013

OECD and G20 Indicators

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/pension\\_glance-2013-en](https://doi.org/10.1787/pension_glance-2013-en)

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2013), « Coefficients de capitalisation des dispositifs à prestations définies », dans *Pensions at a Glance 2013 : OECD and G20 Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/pension\\_glance-2013-42-fr](https://doi.org/10.1787/pension_glance-2013-42-fr)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.